

RAPPORT

Affaire n° KR8020 du 01/06/2018

MONTELMAR AGGLOMERATION (26)

Mise à jour du zonage d'assainissement de
la commune de SAINT MARCEL EN SAUZET
Dossier enquête publique



Historique des révisions				
VERSION	DATE	COMMENTAIRES	RÉDIGÉ PAR :	VÉRIFIÉ PAR :
3	1/06/2018	Intégration des corrections de Montélimar Agglo - page 19 - courriel du 15 /05/18	NM	NM
2	16/04/218	Intégration des corrections de Montélimar Agglo pages 10, 21 et 23 - courriel du 5 /04/18	NM	NM
1	23/03/2018	Intégration des remarques Montélimar Agglomération la réunion du 23/03/218	NM	NM
0	21/02/2018	Création de document	CF	NM

Maître d'ouvrage : MONTELMAR AGGLOMERATION (26)
Mission : Mise à jour du zonage d'assainissement de
la commune de SAINT MARCEL EN SAUZET
Dossier enquête publique

Affaire n° : KR8020

En date du : 01/06/2018

Contact : Nour MADID

Adresse : Naldeo - Agence de DROMARDECHE
130 rte de Châteauneuf
CS 50118
FR-26203 Montélimar Cedex
Tél. : 04 75 92 05 70
Fax : 04 75 92 05 79

Table des matières

1	OBJECTIF DU DOSSIER	5
2	RAPPEL DES PRINCIPALES ORIENTATIONS TECHNIQUES	6
2.1	Rappel	6
2.2	Aspects réglementaires	6
2.2.1	L'assainissement collectif	7
2.2.2	L'assainissement non collectif	8
2.2.3	Règlement d'assainissement collectif	8
3	PRESENTATION DE LA COMMUNE	9
3.1	Milieu physique	9
3.1.1	Situation générale	9
3.1.2	Contexte socio- démographique	10
3.1.3	Urbanisme	10
3.2	Contexte naturel	10
3.2.1	Contexte climatologique	10
3.2.2	Topographie	11
3.2.3	Contexte géologique	11
3.2.4	Contexte hydrogéologique	11
3.2.5	Captage A.E.P	12
3.2.6	Contexte hydrologique	13
3.2.7	Schéma Directeur d'Aménagement et Gestion des Eaux (SDAGE)	14
3.2.8	Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (S.A.G.E.) et contrat de rivière	14
3.2.9	Zones protégées	14
3.2.10	Zones particulières	15
4	ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF	16
4.1	Enquêtes par courrier	16
4.1.1	État de l'existant enquête par visite	16
4.2	Nature des sols et aptitude à l'assainissement non collectif	16
4.2.1	Conditions pour la mise en place d'un assainissement autonome	16
4.2.2	Aptitude des sols à l'assainissement autonome	17
4.2.3	Remarques importantes	17
4.2.4	Organisation du service d'assainissement non collectif	17
4.2.5	Coûts du projet et répercussions financières	18
4.2.6	Répercussions financières	18
5	ASSAINISSEMENT COLLECTIF	19
5.1	Généralités	19
5.2	Réseau d'eaux usées	19

5.2.1	Description.....	19
5.2.2	Performances.....	20
5.3	L'ouvrage de traitement.....	21
5.3.1	Historique.....	21
5.3.2	Etat actuel.....	21
5.4	Programme de travaux proposés.....	22
5.4.1	Elimination des eaux claires parasites de temps sec.....	22
5.4.2	Elimination des eaux claires parasites de temps de pluie.....	23
5.4.3	Suppression de STEP du SIA du Grand Pré et raccordement des eaux usées à la STEP intercommunale de Montélimar.....	23
5.5	Programme de travaux.....	23
5.5.1	Suites données aux travaux proposés en 2012 et 2014	23
5.5.2	Travaux réalisés non prévus dans l'étude diagnostique	24
6	FINANCEMENT	25
7	CHOIX DE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT EAUX USEES	26
8	LES EAUX PLUVIALES	28
8.1	Compétence.....	28
8.2	Problématique générale	28
8.3	L'assainissement pluvial.....	29
9	ANNEXES	30
9.1	NATURA 2000	30
9.2	ZNIEFF	31
9.2.1	Type 1.....	31
9.2.2	Type 2.....	31
9.3	Zones humides	32
9.4	Zones inondables.....	33
9.5	Plan zonage assainissement des eaux usées.....	34
9.6	Copie de la délibération du conseil communautaire sur le zonage d'assainissement.....	35

1 OBJECTIF DU DOSSIER

La Loi sur l'Eau du 3 janvier 1992 (article 35 créant les articles L.372-1 et L.372-1-1 du code des communes), complétée par la loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 et retranscrite dans le Code Général des Collectivités territoriales (article L.2224-10), stipule que "Les communes ou leurs établissements publics de coopération délimitent, après enquête publique :

- 1° Les zones d'assainissement collectif où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;
- 2° Les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont tenues d'assurer le contrôle de ces installations et, si elles le décident, le traitement des matières de vidange et, à la demande des propriétaires, l'entretien et les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif ;
- 3° Les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement ;
- 4° Les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement".

L'objet du dossier est de présenter le zonage d'assainissement des eaux usées de la Commune de **SAINT MARCEL EN SAUZET**. Cette démarche est portée par **MONTELMAR-AGGLOMERATION**, dans le cadre de sa compétence assainissement.

Ce document sera soumis à l'enquête publique, en même temps que le projet de Plan Local d'Urbanisme (PLU). Le présent document a pour objectifs principaux :

- La mise à jour du zonage d'assainissement du territoire communal, au sens de l'article 35 de la loi sur l'eau,
- L'actualisation des données du zonage d'assainissement réalisé par le BE SAUNIER en 2005.

Le tracé du périmètre est établi sur un fond cadastral. Le plan de zonage approuvé, après enquête publique, constitue une pièce importante opposable aux tiers, annexée au document d'urbanisme communal, à savoir le **PLU**. En effet, toute attribution nouvelle de permis de construire sur le territoire de **SAINT MARCEL EN SAUZET** tiendra compte du plan de zonage d'assainissement.

Par ailleurs, le plan de zonage n'est pas figé définitivement : il pourra être modifié, notamment pour des contraintes nouvelles d'urbanisme, en respectant les procédures légales (enquête publique).

Le présent dossier d'enquête publique, dont l'objet est d'informer le public et de recueillir ses appréciations, suggestions et contre-propositions afin de permettre à la collectivité de disposer de tous les éléments nécessaires à sa décision finale, est composé :

- de la présente notice justifiant le zonage d'assainissement des eaux usées,
- de la carte de zonage d'assainissement des eaux usées.

2 RAPPEL DES PRINCIPALES ORIENTATIONS TECHNIQUES

2.1 Rappel

L'assainissement « non collectif » (ou assainissement « autonome ») : il s'applique aux systèmes destinés à traiter les eaux usées domestiques sans recourir à un réseau public de collecte. Ainsi, certains assainissements « regroupés » seront dits « non collectifs », dès lors qu'ils restent exclusivement en domaine privé.

L'assainissement « collectif » : il concerne les systèmes de collecte et de traitement qui desservent les habitations raccordées à un réseau public d'assainissement. Cette notion inclut les systèmes dits « regroupés » dérivés des systèmes d'assainissement « autonome », ou encore « non collectif », dès lors que ces systèmes « regroupés » sont, au moins pour une partie, mis en place sur le domaine public et gérés par une collectivité.

(Arrêté du 6 mai 1996, paru au JO du 8 juin 1996).

Pour répondre à l'assainissement d'une zone d'habitat, deux orientations techniques sont envisageables :

- Première orientation technique : **l'assainissement non collectif**

Cette option prévoit la collecte, le traitement, et la dispersion des eaux usées à l'échelle parcellaire.

Elle s'adapte à un tissu d'habitat diffus à moyennement dense. L'examen de la carte pédologique permet la définition des filières, celui de l'examen parcellaire, la difficulté des travaux d'installation.

- Deuxième orientation technique : **l'assainissement collectif**

L'ensemble des habitations est raccordé à un réseau unique de collecte dirigé vers un site unique de traitement. Elle s'adapte bien au contexte d'habitat dense.

Cependant, les hameaux trop éloignés sont traités par une solution collective se rapportant à un système non collectif surdimensionné, afin d'éviter toute aberration financière.

L'assainissement des eaux pluviales peut être assuré par des fossés naturels, des réseaux pluviaux ouverts ou enterrés, des réseaux unitaires dirigeant eaux usées et eaux pluviales vers des installations de traitement et par des techniques alternatives limitant les transferts d'eaux pluviales.

Dans certains cas, la pollution apportée par les eaux pluviales est préjudiciable au milieu naturel. Un traitement des eaux pluviales collectées peut alors être envisagé, ainsi que la lutte contre l'imperméabilisation.

2.2 Aspects réglementaires

Les principaux textes généraux applicables dans le domaine de l'assainissement sont les suivants :

- Directive européenne du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux usées résiduelles urbaines,
- Loi sur l'eau n°92-3 du 3 janvier 1992 (complétée par la loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'eau et milieux aquatiques) donne des compétences et des obligations nouvelles aux communes dans le domaine de l'assainissement non collectif :

- L'article 35-I de la Loi sur l'Eau a complété l'article L.372-1 du Code des Communes repris par l'article L.2224-8 du code général des Collectivités Territoriales, et précise :
 - « Les communes assurent le contrôle des raccordements au réseau public de collecte, la collecte, le transport et l'épuration des eaux usées, ainsi que l'élimination des boues produites ».
 - « Pour les immeubles non raccordés au réseau public de collecte, les communes assurent le contrôle des installations d'assainissement non collectif ».
- L'article 35-III de la Loi sur l'Eau a complété l'article L.372-3 du code des communes, repris par l'article L.2224-10 du code général des collectivités territoriales où il est rappelé que les communes délimitent, après enquête publique, les zones d'assainissement collectif et les zones d'assainissement non collectif,
- L'article 36 de la Loi sur l'Eau a complété l'article L.1331 du code de la santé publique et précise désormais :

« Les immeubles non raccordés au réseau public de collecte des eaux usées sont équipés d'une installation d'assainissement non collectif, dont le propriétaire doit faire régulièrement assurer l'entretien et la vidange par une personne agréée par le représentant de l'Etat dans le Département, afin d'en garantir le bon fonctionnement. ».

- Code des collectivités territoriales, notamment ses articles L.2224-8 et L.2224-10 qui reprennent les articles L. 372-1-1 et L. 372-3 du Code des communes, modifié par l'article 35-III de la Loi n°92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau et le décret n°2007-397 du 22 mars 2007 relatif à la collecte et au traitement des eaux usées ;
- Code de la santé publique, notamment ses articles L. 1331-1 et suivants ;
- Code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles L.111-4 et R.111 3.

2.2.1 L'assainissement collectif

- Circulaire du 8 décembre 2006 relative à la mise en conformité de la collecte et du traitement des eaux usées des communes soumises aux échéances des 31 décembre 1998, 2000 et 2005 en application de la directive n°91/271/CEE du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux résiduaires urbaines.
- Arrêté du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations ainsi qu'à la surveillance de leur fonctionnement et de leur efficacité, et aux dispositifs d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique supérieure à 1,2 kg/j de DBO5. Cet arrêté abroge et remplace les deux arrêtés du 22 décembre 1994 (concernant les prescriptions techniques et les modalités d'auto-surveillance), ainsi que l'arrêté du 21 juin 1996 (concernant les prescriptions techniques et contrôle des stations d'épuration d'une capacité inférieure à 120 kg DBO5).
- Circulaire du 17 décembre 2007, additif à la circulaire du 8 décembre 2006 relative à la mise en conformité de la collecte et du traitement des eaux usées.
- Circulaire du 15 février 2008 ayant pour objet l'instruction de l'arrêté du 22 juin 2007.
- Arrêté du 24 août 2017 modifiant l'Arrêté du 21 juillet 2015 qui a remplacé l'Arrêté du 22 juin 2007. Il fixe les prescriptions techniques s'appliquant aux collectivités afin qu'elles mettent en œuvre une gestion rigoureuse et pragmatique du patrimoine de l'assainissement, conforme aux enjeux de la directive relative au traitement des eaux résiduaires urbaines, de la directive cadre sur l'eau, de la directive cadre stratégie milieu marin, la directive concernant la gestion de la qualité des eaux de

baignade et la directive relative à la qualité requise des eaux conchylicoles. Il fixe des prescriptions techniques similaires s'appliquant aux maîtres d'ouvrage des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique supérieure à 1,2 kg/j de DBO5. Cette révision est l'occasion d'affiner le suivi des systèmes d'assainissement de petite taille en adaptant les prescriptions réglementaires de façon pragmatique : la conception et la surveillance de ces systèmes doivent permettre d'atteindre le meilleur ratio possible coût/bénéfice pour l'environnement.

2.2.2 L'assainissement non collectif

- Arrêté du 7 septembre 2009, il abroge l'arrêté du 6 mai 1996, modifié par l'arrêté du 24 décembre 2003, relatif aux prescriptions techniques applicables aux systèmes d'assainissement non collectif et aux modalités du contrôle technique exercé par les communes sur les systèmes d'assainissement non collectif définissant de manière complète et cohérente :
 - suivant de la Loi sur l'Eau, des articles L.1331-1 et suivants du code de la santé publique et de l'article R.111-3 du code de la construction et de l'habitation ;
 - les obligations des communes pour la mise en œuvre du contrôle technique de ces installations.
- L'arrêté du 7 mars 2012 qui a pour objet d'introduire, dans l'arrêté "prescriptions techniques" de 2009, un chapitre relatif aux "prescriptions techniques minimales applicables au traitement des installations neuves ou à réhabiliter".
- Circulaire n°97-49 du 22 mai 1997 explicitant les conditions de mise en œuvre des dispositions des arrêtés du 6 Mai 1996 précités.
- Norme AFNOR XP P 16-603 référence DTU 64.1 de mars 2007 explicitant les conditions de mise en œuvre des dispositifs d'assainissement autonome.

2.2.3 Règlement d'assainissement collectif

Les droits et devoirs des usagers de l'assainissement collectif doivent être précisés dans le règlement communal d'assainissement.

Ce document définit en particulier les rejets autorisés selon la nature du réseau et de l'installation de traitement finale.

Les industriels et apparentés peuvent constituer des exceptions compte tenu de la nature et du volume des effluents rejetés. Dans ce cas, il est indispensable de définir les conditions de raccordement à travers la mise en place d'une « Convention de rejet » entre l'industriel d'une part, et le Maître d'ouvrage des réseaux et de la station d'épuration d'autre part. Pour les établissements relevant des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), la réglementation définit exactement le cadre de la négociation de ces conventions.

3.1.2 Contexte socio- démographique

3.1.2.1 Démographie

En 2017, il a été recensé 1247 habitants. En 2014 l'INSEE, a recensé 533 résidences, dont 491 résidences principales, 21 secondaires et 30 logements vacants. Le taux moyen d'occupation par foyer serait de l'ordre de 2.5 personnes par ménage.

3.1.2.2 Activités saisonnières

La population saisonnière n'est pas très importante, les résidences secondaires ne représentent qu'environ 5% des logements. La commune compte aussi :

- Quelques gîtes (1 ou 2) et chambres d'hôtes (2 ou 3).

L'impact des saisonniers sur les rejets domestiques est donc négligeable.

3.1.2.3 Etablissement recevant du Public, activités commerciales et industrielles

D'après le rapport du BE INGETER en charge du PLU, le territoire communal abrite les Etablissements recevant du Public, suivants :

- La Mairie (services administratifs et techniques)
- La maison des associations
- La salle d'activités
- Un terrain communal dévolu aux festivités (Terrain de la Féria).

Et en ce qui concerne les activités commerciales et industrielles, le tissu économique de la commune, principalement serait tourné vers les activités de services (43%) et la construction (24%)

3.1.3 Urbanisme

Un PLU est en cours d'élaboration.

3.2 Contexte naturel

3.2.1 Contexte climatologique

La commune de **SAINT MARCEL LES SAUZET** a un climat caractéristique de la basse vallée du Rhône qui appartient à la frange septentrionale du domaine climatique méditerranéen.

Ce climat est caractérisé par :

- une pluviosité moyenne de 933 mm par an, l'été est marqué par un phénomène de sécheresse avec une pluviométrie de seulement 40 mm au mois de juillet,
- la température moyenne est de 13.1 °C avec des amplitudes thermiques marquées (5°C en hiver et 24°C en été),

- Les vents prédominants sont de secteur Nord dans 60% des observations, et de secteur Sud dans 18% des observations.

3.2.2 Topographie

Un assainissement autonome, placé dans des pentes supérieures à 15 %, nécessite un aménagement important afin d'aplanir le site. Dans le cas contraire, les effluents risquent de ressortir rapidement à la surface et ne pas s'infiltrer verticalement. Les aménagements établis peuvent provoquer des glissements de terrains, en particulier lorsque les sols ne sont pas stables.

Ainsi, on considère qu'il est très difficile d'envisager un assainissement individuel quand les pentes sont supérieures à 15 %, et difficile -mais concevable- quand elles sont comprises entre 10 et 15 %.

Le territoire communal de **SAINT MERCEL LES SAUZET**, d'une superficie de 3.98 km², s'étend sur un vaste secteur de plaine. L'altitude oscille entre + 100 m et + 300 m NGF. Le point le plus culminant se situe au Nord du territoire communal au lieu-dit "La Montagne".

3.2.3 Contexte géologique

La présence d'un substratum rocheux, à faible profondeur, est une contrainte majeure pour la mise en œuvre d'un système d'assainissement autonome :

- 1. si le substratum apparaît avant 1 m de sol végétal, l'épuration n'est pas suffisante,
- 2. si le substratum est imperméable (roche compacte ou argile), les effluents ne pourront pas s'infiltrer,
- 3. si le substratum est fissuré ou fracturé, les effluents s'infiltreront, leur épuration dépendra de la nature de la roche et de leur temps de séjour.

D'après les informations livrées par la carte géologique de Montélimar à 1/50000, le territoire communal de SAINT MERCEL LES SAUZET est recouvert en affleurement :

- **dans sa partie basse altitude** par un complexe des alluvions fluviales datées du Quaternaire, cartographiées « Fz » et composées principalement de cailloutis, sable et limons pouvant atteindre 10 mètres d'épaisseur. Ces alluvions peuvent être masquées par des limons peu calcaires dont l'épaisseur serait inférieure à 1 mètre,
- **dans sa partie moyenne altitude** par une formation du versant notée « Ej », il s'agit de bouillis remaniés et étalés par ruissellement et composées principalement de cailloutis calcaires aplatis pouvant atteindre 10 mètres d'épaisseur.
- **dans sa partie par haute altitude** par des calcaires à silex notés "n₅" et attribués au Secondaire (Crétacé inférieur).

3.2.4 Contexte hydrogéologique

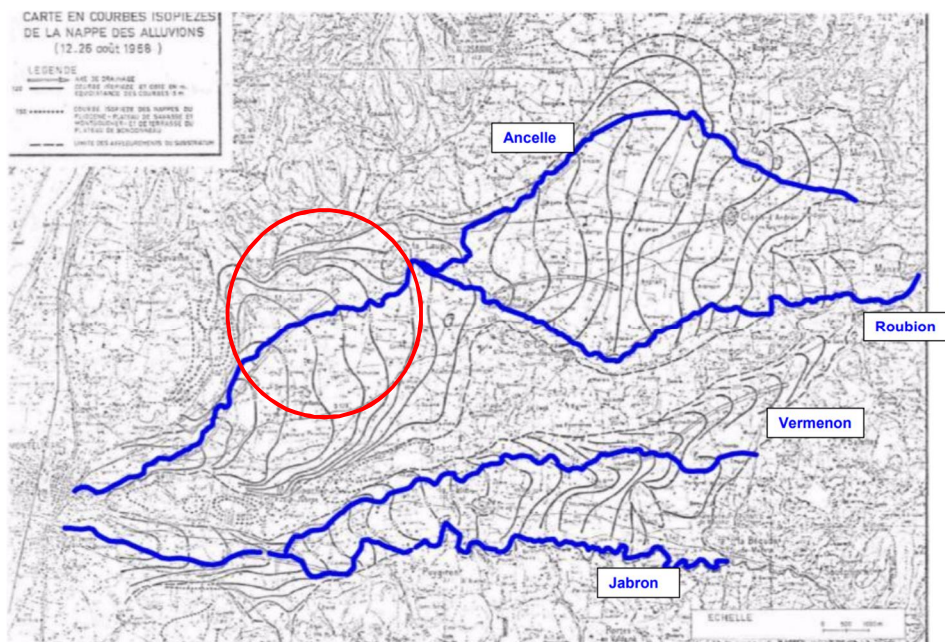
Il repose sur le recensement et l'étude des eaux souterraines. L'aptitude d'un sol à l'assainissement autonome peut être conditionnée par la présence ou l'absence de nappes phréatiques à faible profondeur.

Le territoire de la commune de **SAINT MARCEL LES SAUZET** est concerné par la entité hydrogéologique dite « plaine de Marsanne ». La nappe phréatique est contenue dans les épandages quaternaires.

Les alluvions anciennes constituent l'essentiel du magasin aquifère. Il s'agit de cailloutis calcaires dans une matrice de sables grossiers plus ou moins argileux. Leur épaisseur varie de 5 à 15 m et est généralement recouverte par une couche de limons plus ou moins argileuse avec des passées sableuses ou graveleuses, dont l'épaisseur varie entre 1 et 4 mètres.

L'épaisseur mouillée ne dépasse pas 3 mètres et la surface piézométrique se situe entre 6 et 10 m de profondeur par rapport au sol et son gradient serait de l'ordre de 0,06%. Cette nappe peut être libre à semi-captive selon la position par rapport au recouvrement limoneux et ses limites sont constituées par les affleurements du substratum crétacé encadrant la dépression, et par les terrains pliocènes.

D'après la carte piézométrique de août 1968 ci-après (BRGM 74-SGN-059JAL), la nappe serait alimentée par l'infiltration des pluies ainsi que quelques apports venant des massifs calcaires de bordure. La carte piézométrique permet également d'identifier un drainage de la nappe par le Roubion en aval de Bonlieu, suivant un axe de drainage qui converge avec celui de l'Annelle à l'entrée de la plaine de Sauzet et qui se poursuit jusqu'à Montélimar.

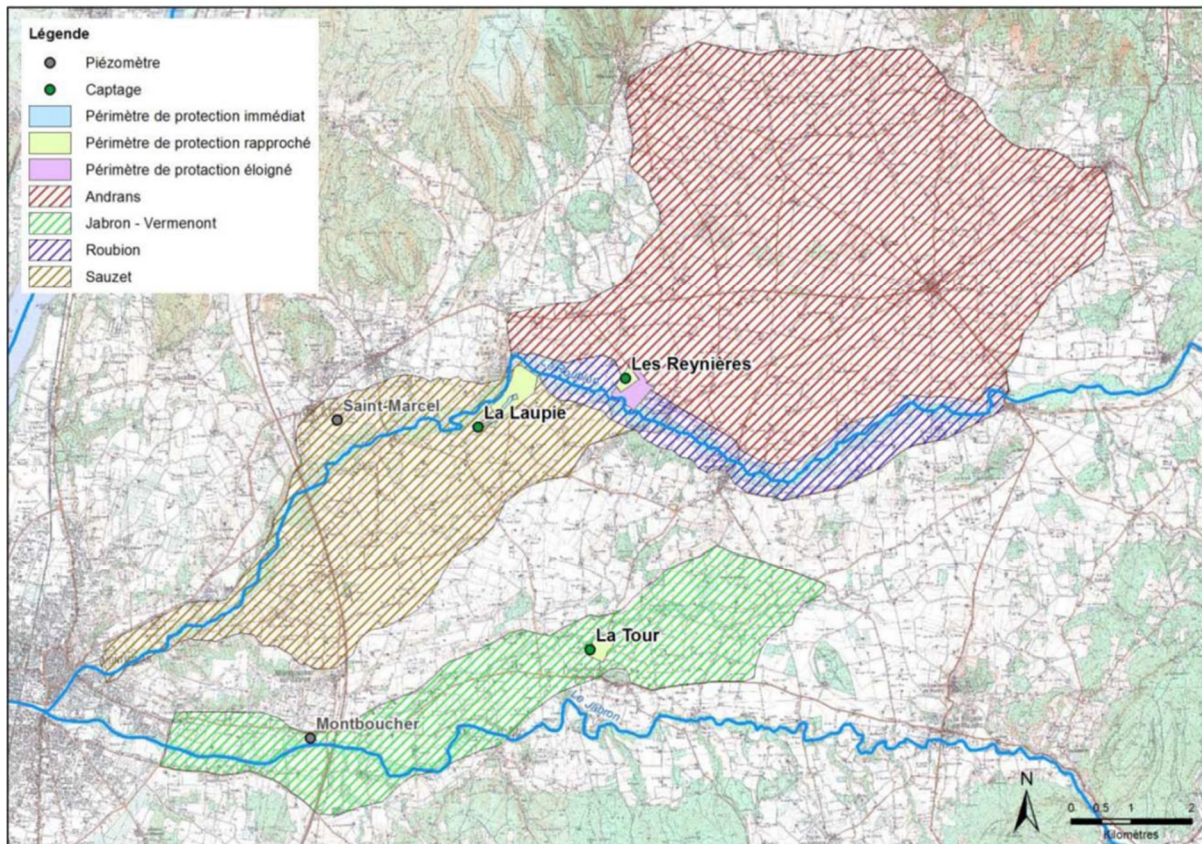


PIEZOMETRIE D'AOÛT 1968 (BRGM 74-SGN-059JAL)

3.2.5 Captage A.E.P

La Commune de **SAINT MARCEL LES SAUZET** fait partie du Syndicat du Bas Roubion, l'eau distribuée provient de la station de pompage des Reynières à Bonlieu-sur-Roubion qui produit 80 % environ de la ressource, et des sources de Combe Reynaud à Poët Laval, des sources du Brion à la Bégude de Mazenc, et des sources de Eyzahut.

Ces ressources en eau, situées en dehors du territoire communal, sont protégées par des périmètres de protection.



Localisation des captages (Sce. Rapport de présentation É Carte Communale Bonlieu/Jabron É BEAUR)

3.2.6 Contexte hydrologique

3.2.6.1 Description

Le territoire communal de **SAINT MARCEL LES SAUZET** fait partie du bassin versant rive droite du Roubion affluent de la Drôme.

Le Roubion reçoit les eaux du ruisseau du Petit Merdary, en aval du territoire communal et du ruisseau du le Grand Valla qui traverse longitudinalement la moitié sud du territoire communal.

• Le Roubion

Il prend naissance à environ 45 km en amont du territoire communal et rejoint le Rhône à Montélimar. Son bassin versant du Roubion s'étend sur environ 100 km². Ses débits sont relativement faibles, du fait du contexte climatique méditerranéen.

L'infiltration des eaux superficielles vers les eaux souterraines provoque des assèchements fréquents entre le Pont-de-Barret et Bonlieu-sur-Roubion. En aval de Bonlieu, les écoulements redeviennent permanents grâce aux apports de l'Annelle, ainsi qu'au drainage de la nappe.

La station de mesure de débit du Roubion, la plus proche, se situe à Soyans en partie amont du cours d'eau. Le module y est de 1889 l/s pour un débit mensuel d'étiage QMNA5 de 42 l/s.

- Le Grand Vallat

C'est un petit cours d'eau non pérenne, affluent du Roubion, d'un kilomètre de long (entre le Chemin des Bœufs et le Roubion). A l'aval de son parcours il est alimenté par une source. Le débit d'étiage de cette source n'est pas connu.

- Le Merdary

C'est un petit cours d'eau affluent du Roubion, de 4 kilomètres de long ; il prend sa source sur la commune de Savasse et conflue avec le Roubion sur la commune de St Marcel-les-Sauzet. Le Merdary possède un débit d'étiage faible mais constant (environ 5 litres/s, source ONEMA).

3.2.6.2 Usages

Le Roubion, comme tous ses affluents, est classé en 2^e catégorie piscicole sur l'ensemble de son linéaire.

3.2.7 Schéma Directeur d'Aménagement et Gestion des Eaux (SDAGE)

Selon le SDAGE Rhône-Méditerranée, la zone d'étude est concernée par :

- Les masses d'eau souterraine qui sont :
 - La ME FR_DO_508 « Formations marno-calcaires et gréseuses dans BV Drôme, Roubion »,
 - La ME FR_DO_327 « Alluvions du Roubion et Jabron . Plaine de Valdaine »
- la masse d'eau superficielle FRDR431 « Le Roubion de la Rimandoule à l'Ancelle ».

3.2.8 Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (S.A.G.E.) et contrat de rivière

Le territoire communal n'est pas concerné par un schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE), mais par les contrats de rivière suivants : R245 Roubion - Jabron . Riaille.

3.2.9 Zones protégées

3.2.9.1 NATURA 2000

Le territoire communal est concerné par la Zone Spéciale de Conservation « La rivière du Roubion » référencée sous le code FR 8201679, avec des espèces aquatiques animales et végétales protégées.

(Cf. Figure annexe 1).

3.2.9.2 ZNIEFF

Le territoire de la Commune est concerné par :

- ZNIEFF de type I : 26150002 Ripisylve et lit du Roubion (784.21 ha),
- ZNIEFF de type II : 2615 Ensemble fonctionnel du Roubion (4926.80 ha).

(Cf. Figure annexe 2).

3.2.9.3 Les zones humides

Le territoire de la Commune est concerné par 3 zones humides, il s'agit :

- Merdary 01 (Code hydrographique : 26CRENag0053),
- Roubion 02 (Code hydrographique : 26CRENag0054),
- Roubion 01 (Code hydrographique : 26CRENag0076).

(Cf. Figure annexe 3).

3.2.9.4 Zone vulnérable aux nitrates

Le territoire de la Commune est concerné par une zone vulnérable aux nitrates.

Cette zone est définie par l'arrêté du 28 juin 2007 par le Préfet coordonnateur de bassin Rhône Méditerranée. La zone vulnérable concernée est celle de la Vallée du Rhône, plaine de Valence et Montélimar.

3.2.10 Zones particulières

3.2.10.1 PERIMETRES DE PROTECTION DES CAPTAGES D'EAU POTABLE

Aucun captage n'est implanté sur le territoire de la commune de SAINT MARCEL LES SAUZET.

3.2.10.2 Risques d'inondation

La commune de SAINT-MARCEL-LES-SAUZET présente un risque d'inondation fort par débordement de cours d'eau. Ce risque est soutenu par la présence de bâti à proximité des zones concernées. Les zones inondables sur la commune sont identifiées le long du Roubion et du Merdary. Les événements d'inondation sont recensés dans l'atlas des zones inondables du Roubion depuis 1997. Un Plan de Prévention des Risques d'inondations a été prescrit le 20 février 2012 en raison des crues torrentielles et de la montée rapide des eaux.

Des aménagements ont été effectués le long du Merdary afin de mieux gérer le risque et tenter d'éliminer tous risques pour les biens et les personnes. Ainsi, un bassin de rétention et le largissement du lit de la rivière sur une partie de son linéaire ont été réalisés.

(Cf. annexe 4 : Carte des aléas, annexée à l'arrêté n°2011102-0015 du 12 avril 2011).

4 ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

4.1 Enquêtes par courrier

D'après le rapport SAUNIER ENVIRONNEMENT, deux enquêtes auprès 49 habitations en 1999 et 10 habitations en 2000 ont été réalisées.

Une fiche "Questionnaire" relative au type d'assainissement, au fonctionnement et à l'entretien de l'assainissement individuel, a ainsi été transmise aux habitants de la commune concernés par l'assainissement individuel.

D'après cette enquête :

- sur le quartier de "Milune", les systèmes d'assainissement non collectifs étaient relativement complets mais le type d'ouvrage de traitement était en général mal défini (tranchées d'infiltrations ou filtres à sable non drainés),
- au niveau du quartier Serret, les systèmes d'assainissement non collectifs apparaissaient rudimentaires. Les filières étaient dépourvues d'ouvrages de traitement en aval des ouvrages de prétraitement. Ainsi, les effluents prétraités par fosses septiques étaient directement déversés dans des puits perdus.
- La cantine scolaire, bien que proche du réseau d'assainissement collectif, relèvait du mode d'assainissement non collectif. Les effluents y étaient uniquement prétraités par fosse toutes eaux avant d'être rejetées au canal.

4.1.1 État de l'existant enquête par visite

Sur 71 installations d'assainissement autonome contrôlées par le SPANC de MONTELIMAR-AGGLOMERATION, 50% environ étaient non conformes.

4.2 Nature des sols et aptitude à l'assainissement non collectif

4.2.1 Conditions pour la mise en place d'un assainissement autonome

La méthodologie de classement des sols est définie selon les contraintes imposées par le sol, l'eau (niveau de la nappe), la roche (profondeur du substratum), la pente et le contexte environnemental (présence de puits exploités, zones protégées, etc.).

Le croisement de toutes les contraintes conduit à la définition de l'aptitude des sols à l'assainissement non collectif, le contexte le plus favorable étant un traitement par tranchées d'épandage, à faible profondeur, dans le sol en place. Si ces conditions ne sont pas respectées, il faudra prévoir des techniques d'assainissement plus « sophistiquées », et de ce fait, plus coûteuses.

4.2.2 Aptitude des sols à l'assainissement autonome

La commune de SAINT MARCEL LES SAUZET ne prévoit pas l'ouverture de zones assainies de manière autonome à l'urbanisation.

D'après le rapport SAUNIER ENVIRONNEMENT, une étude de sol effectuée par GEO+, en Août 1994, confirme que le quartier de Milune est apte à la mise en œuvre d'assainissement non collectif par simples tranchées d'infiltrations.

4.2.3 Remarques importantes

- La carte d'aptitude des sols étant définie à partir de sondages ponctuels d'une part, et les sols étant par nature très hétérogènes sur la commune d'autre part, il est fortement conseillé pour tout projet de construction ou de réhabilitation de filière d'assainissement non collectif, de confirmer la filière par un sondage sur la parcelle concernée.
- La carte d'aptitude des sols à l'assainissement non collectif est un outil d'aide à la décision pour le choix du zonage de l'assainissement par les élus de la collectivité. Elle sera le cas échéant utilisée par le SPANC (Service Public de l'Assainissement Non Collectif) dans le cadre de sa mission de contrôle des installations existantes, ainsi que pour l'attribution des autorisations de construction ou de réhabilitation. Elle n'est cependant pas exhaustive à l'échelle de la commune et ne fait pas l'objet d'enquête publique.
- Certaines techniques particulières admises pour la réhabilitation ou la création de dispositif d'assainissement autonome pour des habitations existantes ne seront autorisées qu'à titre exceptionnel. Elles peuvent être refusées dans le cas de constructions neuves.

4.2.4 Organisation du service d'assainissement non collectif

Le contrôle des installations est une obligation importante de la collectivité compétente. Bien réalisé, il pérennisera les nouvelles installations et permettra, lorsque cela sera nécessaire, la réhabilitation de l'existant dans de bonnes conditions.

- L'arrêté du 7 septembre 2009 "relatif aux modalités de l'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif"
- Le décret du 3 juin 1994 et l'arrêté du 6 mai 1996 établissent l'obligation, pour la commune, d'assurer le contrôle des installations d'assainissement non collectif. Celui-ci comprend :
 - la vérification technique de la conception, de l'implantation, et de la bonne exécution des ouvrages. Pour les installations nouvelles ou réhabilitées, cette dernière vérification est plus aisée avant remblaiement.
 - la vérification périodique de leur bon fonctionnement, qui porte au minimum sur les éléments suivants :
 - vérification du bon état des ouvrages, de leur ventilation, et de leur accessibilité,
 - vérification du bon écoulement des effluents jusqu'au dispositif de purification,
 - vérification de l'accumulation normale des boues à l'intérieur de la fosse,
 - contrôle de la qualité du rejet le cas échéant.
 - éventuellement entretien : organisation et prise en charge collective des coûts d'entretien des ouvrages, si les élus le décident.

L'assainissement individuel fonctionne si et seulement si :

- le dispositif d'assainissement est adapté au sol (d'où l'étude de sol au préalable),
- la réalisation de ce dispositif est confiée à des entreprises expertes,
- le dispositif fait l'objet d'un entretien régulier pour en assurer le bon fonctionnement, et donc diminuer les nuisances.

Le Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC) est assuré par la **Communauté d'Agglomération Montélimar-Agglomération**. Le SPANC est un service public à caractère industriel et commercial (art. L.2224-8 à 12 du CGCT, Circ. 22/05/97). A ce titre, il est financé par une redevance correspondant au coût du service rendu (égalité des usagers devant le service). Il a notamment pour mission d'assurer un contrôle technique des installations.

4.2.5 Coûts du projet et répercussions financières

4.2.5.1 Coûts d'investissement en équipements d'assainissement non collectif

Le coût d'investissement pour la mise en place d'une filière d'assainissement non collectif est très variable d'un abonné à l'autre, il dépend notamment :

- de la nature de l'opération (constructions neuves ou réhabilitations),
- de la qualité des ouvrages existants (fosses réutilisables ou à remplacer, etc.),
- de la nature des sols,
- des contraintes locales (fortes pentes, nécessité de relever les effluents, etc.),
- du dimensionnement des ouvrages (fonction de la taille et de l'occupation du bâti).

Le coût de la mise en place ou de la réhabilitation des assainissements individuels, non conformes ou manifestant des dysfonctionnements, est estimé en moyenne entre 6 000 et 10 000 " (pour un logement de 3 chambres).

NB : le pétitionnaire devra fournir une étude de sols spécifique à l'assainissement autonome de manière à adapter la filière au terrain et au bâti concerné. Le montant de cette étude peut être estimé à 1 200 " HT.

4.2.5.2 Coûts de fonctionnement des équipements d'assainissement non collectif

Les dispositifs de prétraitement, fosses septiques ou fosses toutes eaux doivent être vidangées tous les 4 ans (ou après contrôle de la hauteur de boues) d'après la réglementation en vigueur par un vidangeur agréé. Cet entretien est indispensable pour éviter le colmatage des fosses et pour empêcher tout départ de boues susceptibles de colmater les ouvrages de traitement à l'aval ou de nuire à l'environnement et à la salubrité publique si le rejet est direct.

4.2.6 Répercussions financières

La totalité des coûts d'investissement et de fonctionnement des filières d'assainissement non collectif est à la charge des propriétaires des installations.

5 ASSAINISSEMENT COLLECTIF

5.1 Généralités

Le service assainissement des eaux usées de la commune de **SAINT MARCEL LES SAUZET**, comptait en 2017, 478 abonnés et les volumes facturés étaient de l'ordre de 50 941 m³.

Le réseau d'eaux usées de type séparatif est composé de 11014 mètres de canalisations, hors branchements.

Les effluents domestiques collectés par ce réseau qui collecte également les eaux usées de la commune de SAUZET, sont refoulées via un poste de refoulement vers Montélimar.

Un bassin d'orage est également aménagé au niveau du site de l'ancienne station d'épuration à proximité du poste de refoulement.

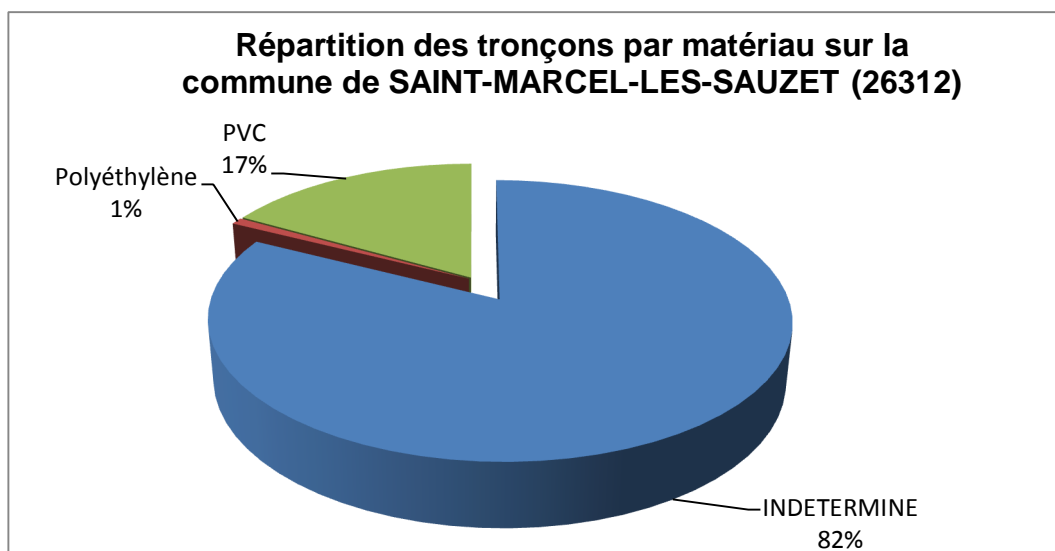
Les effluents domestiques collectés sont traités dans la station d'épuration intercommunale de Montélimar-Agglomération.

5.2 Réseau d'eaux usées

5.2.1 Description

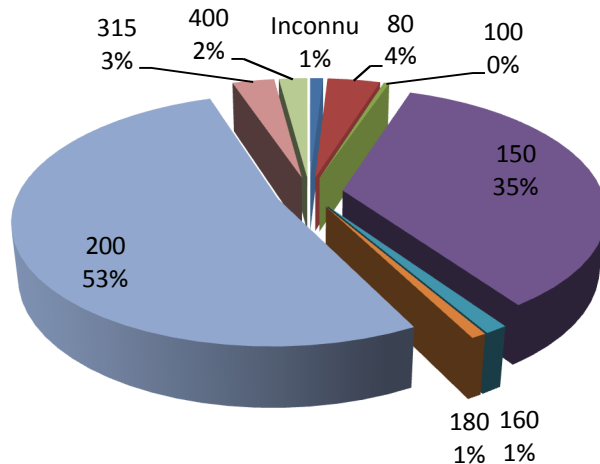
D'après les données SIG recueillies,

- le matériau n'est indiqué que pour 18% du linéaire.



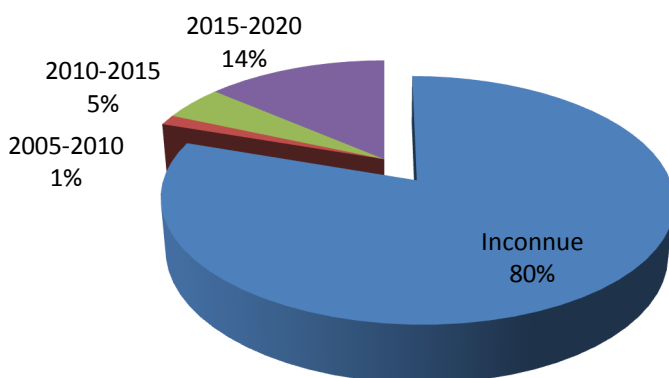
- les diamètres les plus répandus sont du 200 mm et 150 mm. Ils représentent 88% du linéaire.

Répartition des tronçons par diamètre sur la commune de SAINT-MARCEL-LES-SAUZET (26312)



- l'âge ou la période de pose n'est indiqué que pour 20% du linéaire.

Répartition des tronçons par tranche d'âge sur la commune de SAINT-MARCEL-LES-SAUZET (26312)



5.2.2 Performances

5.2.2.1 Etude diagnostique 2012-2013

Le système d'assainissement de la commune **SAINT MARCEL LES SAUZET**, qui avec celui de la commune de **SAUZET** était la compétence du Syndicat intercommunal d'assainissement du Grand Pré (SIA du Grand Pré) a fait l'objet en **2012-2013**, d'une étude diagnostique avec campagne de mesures.

Cette étude a mis en évidence sur le réseau de **SAINT MARCEL LES SAUZET** :

- **par temps sec**, le réseau de eaux usées collectait 331 m³/j de effluents, et la part des ECPP se établissait à 210 m³/j, soit 63% du débit total sur la période de suivi.

- **par temps de pluie**, il a été observé des volumes ruisselés témoignant d'une surface active de l'ordre de 25 000 m².

5.2.2.2 Sectorisation nocturne (2014)

En mars 2014, des Inspections nocturnes des Eaux Claires Parasites sur les Communes de SAINT MARCEL-LES-SAUZET et SAUZET ont été effectuées pour le compte de MONTELIMAR AGGLOMERATION

Cette étude a mis montré que sur le réseau d'eaux usées de **SAINT MARCEL LES SAUZET**, collectait par temps sec 582 m³/j d'effluents, et la part des ECPP se stabilisait à 436 m³/j, soit 75% du débit total sur la période de suivi.

Les recherches nocturnes ont pu localiser les tronçons drainants sur cette commune et des travaux ont été proposés suites aux inspections caméra réalisées.

5.3 L'ouvrage de traitement

5.3.1 Historique

Les effluents étaient dirigés vers une station d'épuration intercommunale située à SAINT MARCEL LES SAUZET, sur le quartier des Molles. Le ruisseau « Merdary » constituait l'exutoire de l'unité épuratrice ainsi que du déversoir d'orage de tête de station.

Celle-ci était dimensionnée pour traiter un flux polluant de 1350 E.H, et un volume moyen journalier de 225 m³/jour, selon un procédé par boues activées. La station a été mise en service en 1970 et offre un ouvrage unique, compartimenté, pour prétraiter - aérer - clarifier l'effluent et stocker les boues.

Le bilan réalisé en mai 2012, dans le cadre de l'étude diagnostique a montré que la station d'épuration **les charges hydrauliques et polluantes**, mesurées en entrée de la station, représentaient un flux hydraulique correspondant à 3000 EH et un flux de pollution de l'ordre de 1010 EH.

De plus, l'étude réalisée en 1999 par le BE SAUNIER a mis en évidence que le faible rendement d'épuration induisait un impact net sur le milieu récepteur, au regard des campagnes d'analyses réalisées en avril 1998 sur le ROUBION et le MERDARY, en amont et en aval des communes.

La station a été arrêtée en janvier 2016. Depuis cette date, les eaux usées de la commune de SAINT MARCEL LES SAUZET sont dirigées vers le système de collecte de MONTELIMAR et traitées sur la station d'épuration intercommunale de Montélimar.

5.3.2 Etat actuel

La partie assainie de la commune SAINT MARCEL LES SAUZET est raccordée à la station d'épuration intercommunale de Montélimar.

- Date de mise en service de la nouvelle station : 2009
- Maître d'ouvrage : COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION MONTELIMAR AGGLOMERATION
- Commune d'implantation : MONTELIMAR
- Procédé : Boues activées faible charge
- Capacité nominale : 95 000 EH
- Débit de référence : 14 250 m³/j

5.4 Programme de travaux proposés

5.4.1 Elimination des eaux claires parasites de temps sec

5.4.1.1 Suite à l'étude diagnostic 2012-2013

Les eaux claires parasites représentaient une grande partie du volume d'eaux usées transitant dans SAINT MARCEL LES SAUZET, le programme de travaux proposé suite à la campagne de mesures était le suivant :

LOCALISATION	Estimation en ÖHT	Volume d'ECP en m ³ /j	Volume d'ECP éliminé en m ³ /j	Volume d'ECP résiduel (en m ³ /j)
Le lotissement Panorama ;	49 000 €	8	8	202
Le quartier Métairie/le Prade ;	69 000 €	9	0	185
Le lotissement Chêne Vert ;	144 000 €	9	0	185
Le lotissement Soleil levant ;	115 000 €	4	0	185
Le quartier Espigéon ;		9	0	185
Le chemin des bœufs.		9	0	185
Secteurs à localiser par inspections nocturne et inspections caméra		163	0	185
	70 000	210	25	185

L'objectif des travaux à court terme était l'élimination de 25 m³/j d'ECPP.

5.4.1.2 Suite aux inspections nocturnes 2014

Des inspections nocturnes ont donc été proposées sur la totalité du réseau communal et réalisées en 2014. Des ITV ont ensuite été réalisées pour donner les travaux présentés ci-dessous.

Localisation	Regards de visites	Estimation des coûts	Volume d'ECP	Volume ECP résiduel
Chemin des Bœufs	2,7	87 000,00	24	300,00
Place de la mairie	41-24 bis et 32-31 bis	68 100,00	129,6	170,40
Rue du Lavoir				
Rue du vieux canal				
Rue de la Féria	7bis-9	-	16,8	153,60
Regards de visites	RV22 bis/RV42 et RV 70	5 400,00	153,6	0,00
Total		356 700,00	324,00	0%

L'objectif des travaux à était l'élimination de toutes les eaux claires parasite de temps sec.

5.4.2 Elimination des eaux claires parasites de temps de pluie

L'ensemble des défauts recensés aux tests à la fumée sont situés sur le réseau privé. Les travaux à la charge de la collectivité proposés sont consignés dans le tableau ci-après.

LOCALISATION	Estimation en € HT	Linéaire (ml)	Observations
Chemin des Bœufs	130 000 €	420,00	Amélioration du fonctionnement du D.O 1 et dévoiement du réseau sur 290 ml pour éliminer les 6 contre-pentes mises en évidence par les inspections caméra et aussi limiter le débordement chez un particulier.

5.4.3 Suppression de STEP du SIA du Grand Pré et raccordement des eaux usées à la STEP intercommunale de Montélimar

Suite à l'étude diagnostic 2012-2014, il a été proposé

- La création d'un poste de refoulement au niveau de la station d'épuration de SAINT MARCEL LES SAUZET,
- La pose de la canalisation de transfert vers MONTELMAR,
- La création d'un bassin d'orage.

Le montant de travaux était de l'ordre de 919 000 € HT.

5.5 Programme de travaux

5.5.1 Suites données aux travaux proposés en 2012 et 2014

Parmi les travaux proposés, suite à l'étude diagnostique, Montélimar Agglomération a procédé :

- **Entre 2014 et 2016**
 - au raccordement des eaux usées à la station intercommunale de Montélimar.
 - Aux travaux de réhabilitation du réseau Rue de la Féria (reprise de regards de visite)
- **Entre 2015 et 2016**
 - Aux travaux de réhabilitation du réseau :
 - Quartier la Métairie,
 - Chemin des B%ufs,
 - Place de la Mairie,
 - Rue du Lavoir
 - Rue du vieux canal
 - Aux travaux de reprise des regards de visites (RV22Bis/RV42 et RV 70)

5.5.2 Travaux réalisés non prévus dans l'étude diagnostique

Parmi les travaux réalisés qui n'émanent pas de l'étude diagnostique, il y a :

- En 2016, les travaux de reprise des regards au niveau de la voie sans issue direction l'Autoroute (Impasse Merdary)
- En 2017, renforcement du réseau d'assainissement des eaux usées Route de la Coucourde.

6 FINANCEMENT

A ce jour, les aides publiques portent principalement sur le transfert et le traitement des eaux usées.

Le transfert concerne les ouvrages depuis le dernier branchement de collecte jusqu'au site de traitement. La collecte n'est prise en charge que par les dotations de l'état, et se limite à la collecte publique, excluant tous travaux de raccordement chez le particulier.

Pour **MONTELMAR-AGGLOMERATION**, les aides proviennent de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse.

Les sources de financement des travaux liés à l'assainissement collectif pour Montélimar-Agglomération sont principalement liées aux taxations ponctuelles et permanentes.

Les taxations ponctuelles concernent la Participation pour le Financement de l'Assainissement Collectif (PFAC).

La taxation permanente est liée au prix de l'eau consommée. Elle est instaurée par la mise en place d'une redevance, qui est proportionnelle à la consommation d'eau de l'usager, mais qui peut également comporter une part fixe (qui couvre les charges fixes du service).

La redevance assainissement collectif au 1^{er} Janvier 2018, sur la commune de **SAINT MARCEL LES SAUZET**, est fixée à 1.944" HT/m³, soit 2.1384" TTC/m³, décomposé comme suit :

- Part Montélimar-Agglomération : 0,9148" HT/m³
- Part Déléataire : 0,8742 " HT/m³
- Taxe Agence de l'Eau : 0,155 " HT/m³

Pour l'assainissement non collectif, le contrôle du bon fonctionnement des installations en assainissement non collectif se fait sur une périodicité de 6 ans et coûte 80 " .

7 CHOIX DE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT EAUX USEES

L'obligation de zonage d'assainissement est apparue avec La Loi sur l'Eau du 3 janvier 1992 (article 35 créant les articles L.372-1 et L.372-1-1 du Code des Communes), complétée par la loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 et retranscrit dans le Code Général des Collectivités territoriales (article L.2224-10) stipule que "Les communes ou leurs établissements publics de coopération délimitent, après enquête publique :

- les zones d'assainissement collectif où elles sont tenues d'assurer la collecte, le stockage, et le traitement des eaux usées,
- les zones d'assainissement non collectif, où elles sont seulement tenues d'assurer le contrôle des filières autonomes et, si elles le décident, leur entretien".

Le zonage doit conduire à la délimitation des zones où l'assainissement collectif est techniquement et financièrement envisageable, et où l'assainissement non collectif est difficile, voire impossible en fonction des contraintes d'habitat et de sol.

Les limites du Zonage d'Assainissement (**Cf. Carte de zonage, annexe 5**) sont proposées à partir des documents d'urbanisme. Elles dépendent des diagnostics réalisés sur l'existant, que ce soit en termes d'assainissement collectif ou non collectif, et de l'ensemble des contraintes locales d'habitat.

Le Conseil communautaire a donné un avis sur le dossier de l'enquête publique du zonage d'Assainissement et a décidé (**Cf. délibération, annexe 6**) :

- **Assainissement collectif existant (en rouge)** : le centre du Bourg et englobe toutes les habitations raccordées au réseau collectif,
- **Assainissement non collectif (en blanc)** : le reste du territoire communal.

Nous rappelons que la délimitation des zones relevant de l'assainissement collectif et non collectif, indépendamment de toute procédure de planification urbaine, n'a pas pour effet de rendre ces zones constructibles.

La délimitation proposée pour l'assainissement collectif ne peut avoir pour effet (Extrait de la Circulaire du 22 mai 1997) :

- ni d'engager la collectivité sur un délai de réalisation des travaux d'assainissement,
- ni d'empêcher au pétitionnaire de réaliser une installation d'assainissement non collectif conforme à la réglementation dans le cas où la date de livraison des constructions serait antérieure à la date de desserte des parcelles par le réseau d'assainissement,
- ni de constituer un droit pour les propriétaires des parcelles concernées et les constructeurs qui viennent y réaliser des opérations, à obtenir gratuitement la réalisation des équipements publics d'assainissement nécessaires à leur desserte ». Les dépenses correspondantes supportées par la collectivité responsable donnent lieu au paiement de contributions par les bénéficiaires d'autorisation de construire, conformément à l'article L 332-6-1 du code de l'urbanisme.

La délimitation de ces zones permet de répartir les habitants de la Commune entre usagers de l'assainissement collectif et usagers de l'assainissement non collectif. La mise en place du contrôle de l'assainissement non collectif par le SPANC de **Montélimar-Agglomération**, s'en trouve ainsi facilitée.

Le choix retenu découle d'une analyse intégrant plusieurs critères, les plus importants étant d'ordre environnemental, technique et financier.

8 LES EAUX PLUVIALES

8.1 Compétence

L'assainissement pluvial est de la compétence de la commune de **SAINT MARCEL LES SAUZET**.

8.2 Problématique générale

Les ruissellements pluviaux et leur impact sur le milieu sont directement proportionnels aux surfaces imperméabilisées ou drainées. La pérennité du schéma est donc très dépendante de la bonne prise en compte des urbanisations futures et des modifications des écoulements pluviaux induites.

Deux cas de figure se posent à la commune :

- Si l'opération d'urbanisation est une opération d'ensemble (type ZAC, lotissements, ...) de plus de 1 ha, alors l'aménageur est soumis à la « Loi sur l'eau » et se doit de réaliser un dispositif de rétention des eaux pluviales. La MISE de la DROME impose que le débit de fuites en état projet soit inférieur ou égal au débit de pointe en l'état actuel. Le fonctionnement du système de rétention doit être précisé jusqu'à l'occurrence centennale.
- Si l'opération d'urbanisation est de taille inférieure à 1 ha (opération d'ensemble de petite taille ou permis individuels) elle n'est pas soumise à la Loi sur l'eau et ne se voit imposer aucune mesure compensatoire. Pourtant, la multiplication de ces opérations se traduit inmanquablement par une augmentation des débits et volumes ruisselés. La commune doit donc pouvoir intégrer le principe de mesures compensatoires opposables aux tiers pour ce type d'opération, dans ses documents d'urbanisme.

Dans le second cas, les mesures compensatoires pourront être, soit individuelles, soit collectives. Il faut privilégier autant que possible les mesures collectives qui sont assurées d'être :

- étudiées correctement,
- réalisées selon les règles de l'art,
- entretenues régulièrement.

D'un point de vue technique, ces mesures ne peuvent être prévues que dans le cadre d'une réflexion globale et restent de ce fait, à la charge de la collectivité (sauf à mettre en place un Plan d'Aménagement d'Ensemble ou une Procédure pour Voirie et Réseau).

Les principes de base qu'il est possible de suggérer sont les suivants :

- sur tous les secteurs desservis par un réseau séparatif d'eaux pluviales ou par un réseau unitaire, l'imperméabilisation des sols associée à de l'urbanisation devra être compensée. Ainsi, toute nouvelle surface imperméabilisée ne pourra être raccordée au réseau séparatif d'eaux pluviales existant que dans la limite de capacité des collecteurs et après autorisation de la Collectivité,
- pour les parcelles agricoles, situées en amont des zones urbanisées, il serait souhaitable également de proscrire tout aménagement tendant à accélérer les ruissellements (suppression de haies, recalibrage de fossés, drainage des terres ...) à moins qu'il ne soit compensé. Les règles de compensation dans ce domaine, seront à rechercher auprès des Services de l'Etat.

8.3 L'assainissement pluvial

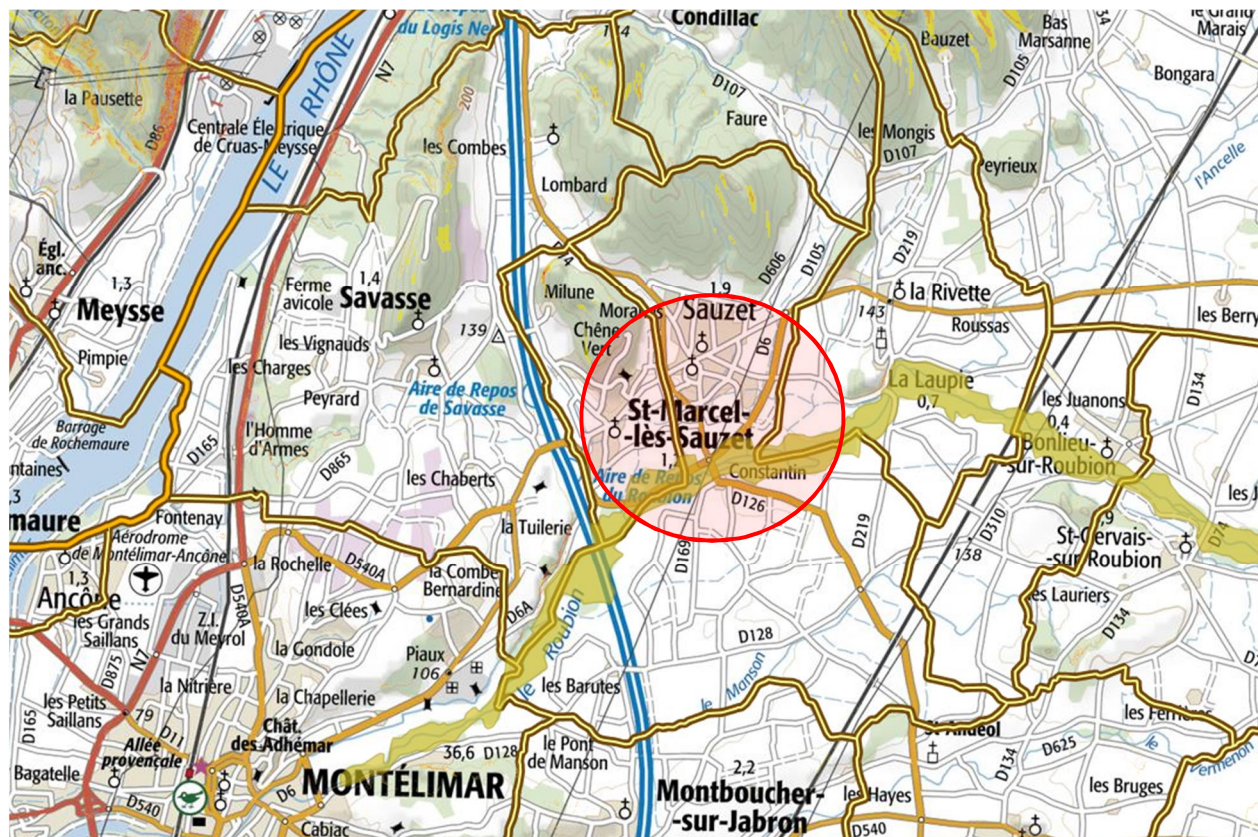
Le territoire de la Commune de SAINT MARCEL LES SAUZET est soumis au risque d'inondation. Un Plan de Prévention des Risques d'inondations a été prescrit le 20 février 2012 en raison des crues torrentielles et de la montée rapide des eaux.

Des aménagements ont été effectués le long du Merdary afin de mieux gérer le risque et tenter d'éliminer tous risques pour les biens et les personnes. Ainsi, un bassin de rétention et le largissement du lit de la rivière sur une partie de son linéaire ont été réalisés.

Un schéma de gestion des eaux pluviales a ainsi été réalisé.

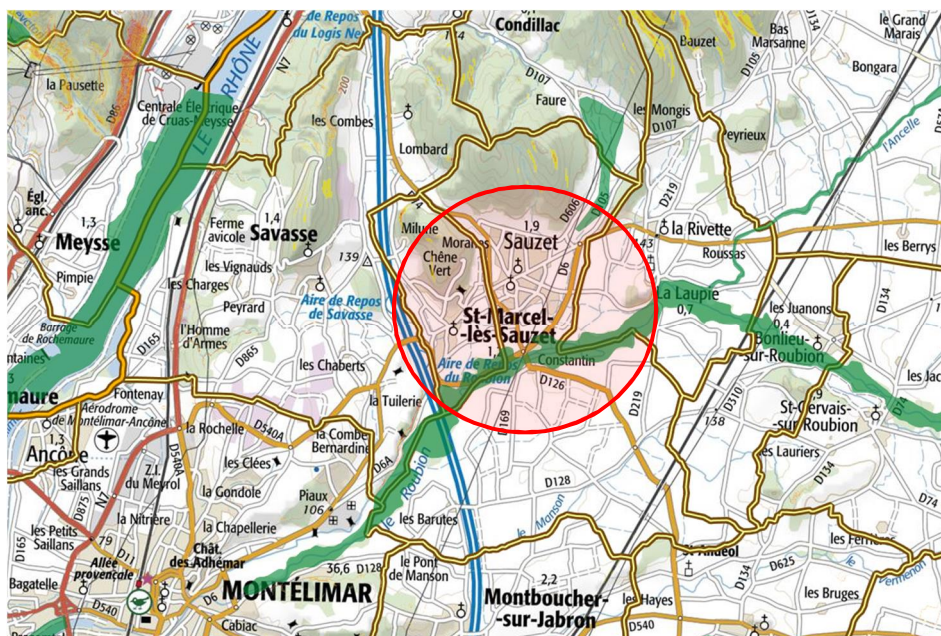
9 ANNEXES

9.1 NATURA 2000

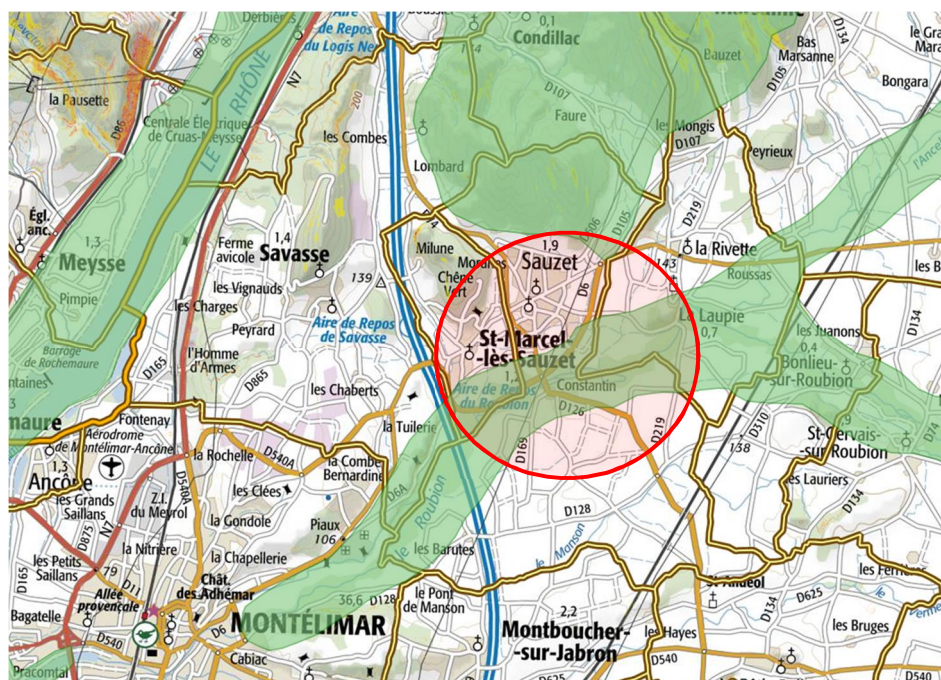


9.2 ZNIEFF

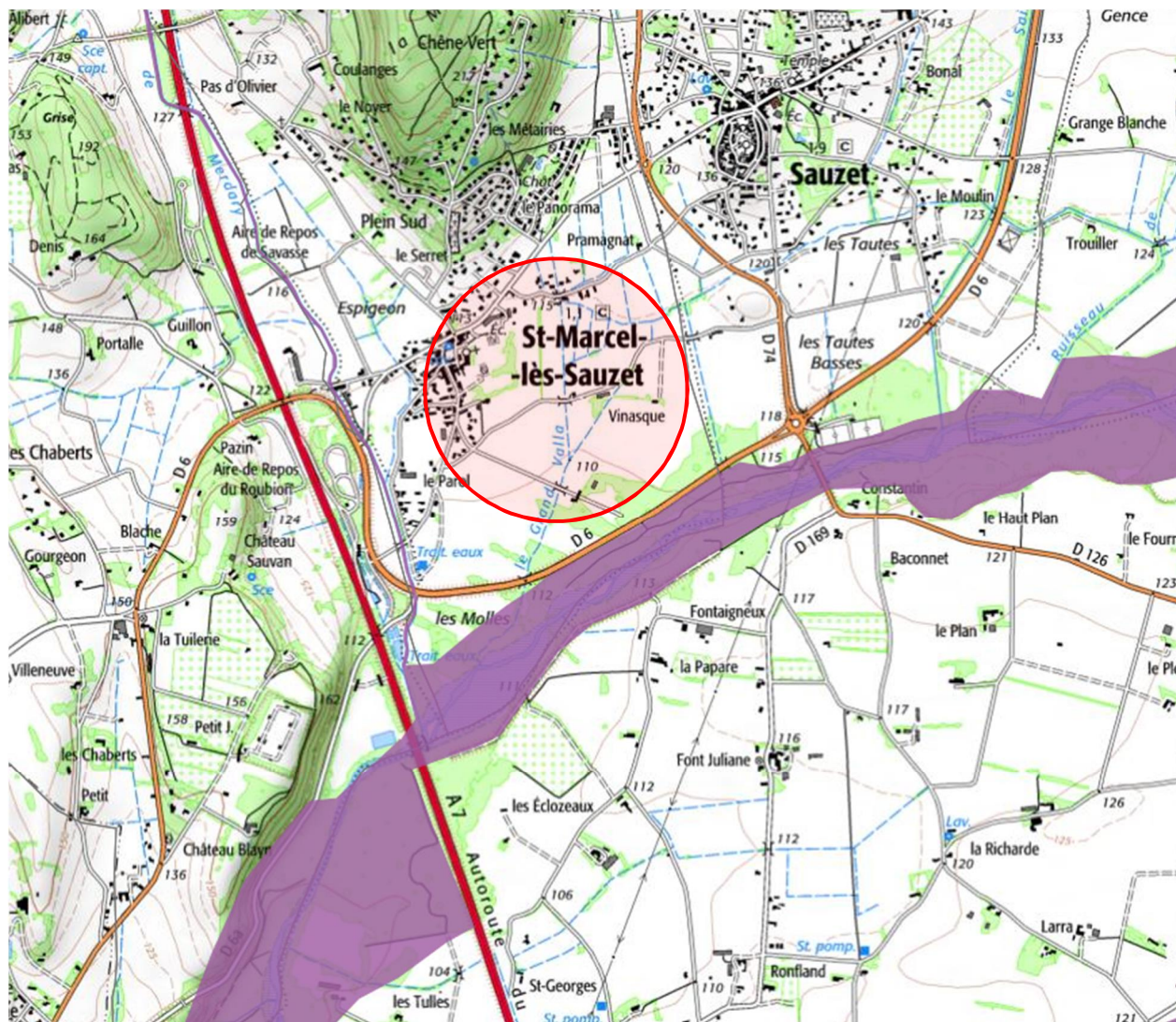
9.2.1 Type 1



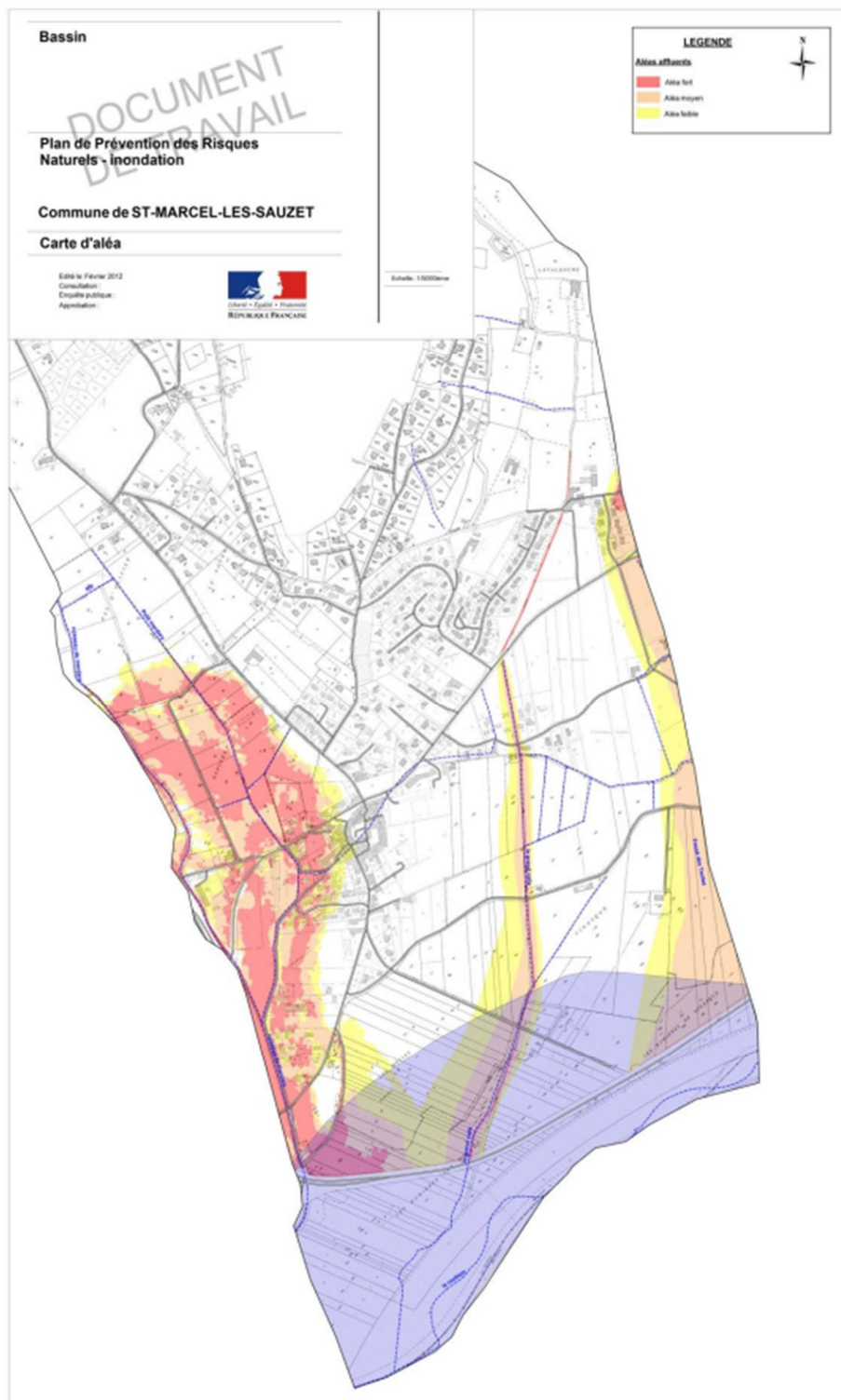
9.2.2 Type 2



9.3 Zones humides



9.4 Zones inondables



9.5 Plan zonage assainissement des eaux usées

9.6 Copie de la délibération du conseil communautaire sur le zonage d'assainissement